



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse

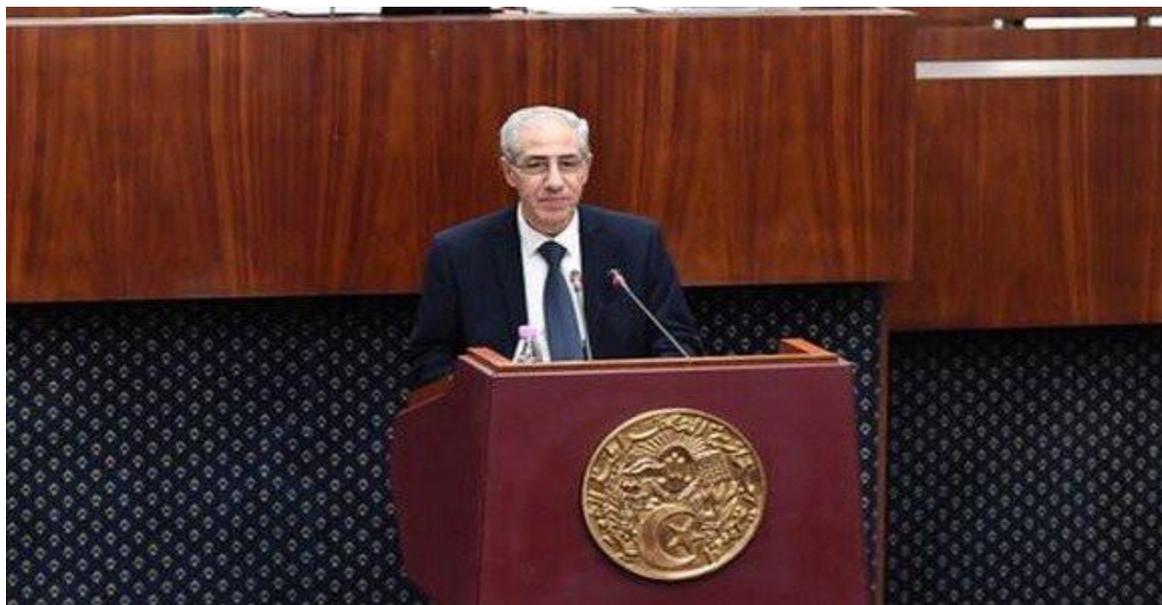


Mercredi 23 novembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le PLF 2023 renforce les acquis sociaux



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que la nouvelle loi de finances 2023 venait renforcer les acquis sociaux réalisés et concrétiser la politique de l'Etat soutenant l'investissement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: le PLF 2023 adopté par l'APN

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLF 2023: cap maintenu sur l'appui à l'investissement, nouvelle approche budgétaire

Le projet de loi de finances 2023, adopté mardi par l'Assemblée populaire nationale (APN), introduit une série de mesures tant dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, et ce, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN : les principales modifications introduites au PLF 2023

Le projet de loi de finances (PLF 2023), adopté mardi par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) prévoit une série de modifications outre l'inclusion de nouveaux articles concernant l'investissement et les facilitation fiscales adressées aux entreprises et citoyens.



Projet de loi de finances 2023 :Adopté à la majorité

Le président de l'Assemblée a dû suspendre la séance plénière pour tenter de convaincre le député de l'émigration issu du groupe des indépendants. Une vive tension a marqué, hier, la séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances 2023 à cause d'un amendement.



[Le FMI dissèque l'économie nationale : Les zones d'ombre d'un rapport](#)

L'économie du pays s'affranchit doucement, mais sûrement de la domination des hydrocarbures. La santé économique et financière de l'Algérie est excellente, atteste le Fonds monétaire internationale dans son dernier rapport signé par Geneviève Verdier.



[Spéculation : une guerre à risques](#)

La méthode dure employée par le gouvernement dans sa guerre ouverte contre la spéculation mérite d'être observée avec beaucoup de lucidité pour cerner les effets et les conséquences à venir de cette action. Pour faire baisser la tension sur certains produits de large consommation, le président de la République, ayant jugé la situation préoccupante, a dû monter au créneau en octobre dernier.



[Adoption du projet de loi de finances 2023 : Préserver le pouvoir d'achat du citoyen](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



[APN, loi de finances pour 2023 : une économie forte dans une société solidaire](#)

Un texte «enrichi» par l'introduction de plus d'une dizaine d'amendements sur un total de 32 propositions présentées par les élus de la nation et débattues, durant plusieurs jours, au niveau de la Commission des finances et du budget. Ainsi, sur les 46 projets d'amendement proposés, 32 ont été retenus par le bureau et seulement 11 sont maintenus après leur examen par la commission et leur soumission au vote lors de la séance plénière.



[El-Houari Tigharsi, expert en économie : «Le pouvoir d'achat préservé»](#)

La LFC pour 2023 vise à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et à augmenter les salaires, a estimé l'analyste. Le projet de loi de finances (PLF) 2023, soumis (hier, NDLR) au vote à l'Assemblée populaire nationale (APN), fait état et consacre de nouvelles mesures et facilitations, abattements et exonérations, «qui vont rapidement se répercuter sur le quotidien des citoyens», a indiqué à El Moudjahid, l'expert en économie, El Houari Tigharsi, qui explique que «ces importants engagements de l'Etat vont booster les aspects sociaux de l'appareil économique».



[Croissance et perspectives économiques en Algérie : Le rapport du FMI globalement positif](#)

Le rapport, précise l'économiste, a mis en évidence quelques points positifs, notamment la reprise de la croissance économique, des perspectives économiques positives pour les années 2022 et 2023, l'amélioration des grands équilibres macro-économiques, notamment les positions financières internes et externes de l'Algérie...



[Inflation : L'impératif de rééquilibrage budgétaire](#)

Le rapport du FMI, dont les grandes lignes ont été présentées par Mme Verdier, chef de mission en Algérie, a relevé la nécessité, pour l'Algérie, d'un «ajustement budgétaire équilibré, nécessaire pour freiner les pressions inflationnistes, rétablir une marge de manœuvre pour les politiques économiques et stabiliser la dette publique».



[Finances: Le PLF 2023 adopté par l'APN](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



Monétique: Macir Vie va déployer des TPE sur l'ensemble de son réseau

La compagnie d'assurance de personnes Macir Vie a annoncé hier, dans un communiqué, qu'elle s'engage à «généraliser le paiement électronique» sur l'ensemble de son réseau national en procédant «au déploiement prochain de terminaux de paiement électronique (TPE)», avec «l'appui du GIE Monétique».



Epineuse question

Perspectives à court terme favorables, reprise après de dures années liées à la crise sanitaire, nouvelle loi sur l'investissement favorable à l'investissement privé, déploiement envisagé d'un nouveau cadre législatif pour l'investissement dans les énergies renouvelables, facilitateur de la transition vers une économie à faible émission de carbone, la cheffe de mission du Fonds monétaire international, Geneviève Verdier, a dressé un constat des plus confortant sur l'économie algérienne.



Les prévisions optimistes du FMI

Les services du FMI viennent d'achever leur mission de consultations en Algérie. D'habitude peu complaisants à l'égard de l'Algérie, les experts de l'institution de Bretton Woods affichent leur optimisme quant aux perspectives à court terme de l'économie algérienne qui se sont sensiblement améliorées, essentiellement en raison de la hausse des prix des hydrocarbures.



L'APN adopte le projet de loi de finances 2023 : L'empreinte sociale de l'Etat

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, ce mardi, à la majorité absolue le projet de loi de Finances (PLF2023), après avoir débattu les 32 amendements introduits au niveau de la Commission des finances et du budget, ainsi que les propositions de reformulation de certains articles du texte de loi.



Importation des véhicules de moins de 3 ans : Les Algériens de l'étranger non concernés

La proposition des députés de l'émigration, concernant l'élargissement de l'autorisation d'importation de véhicule de moins de 3 ans aux Algériens résidant à l'étranger a été rejetée. Il en est de même pour l'article autorisant l'importation de véhicules diesel, ou d'hybrides, électriques-diesel, en raison du fait que cela présente, selon les députés, des risques en matière de protection de l'environnement.



Conjoncture économique, impact des augmentations salariales... : Le CNESE salue les mesures du président Tebboune

Douze rapports étaient, ce mardi, au menu de la troisième session de l'assemblée générale du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) qui s'est ouverte, à Alger, en présence de plusieurs membres du gouvernement, du conseiller chargé des affaires économiques auprès de la présidence de la République et de présidents de plusieurs institutions de l'Etat.



Boubekeur Sellami, président de l'Association des conseillers fiscaux : «Il faut accélérer la réforme fiscale»

Dans cet entretien, le président de l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens, Boubekeur Sellami, décortique les mesures fiscales introduites dans le cadre de la loi de Finances pour 2023. L'expert en finance et fiscalité propose des solutions à même d'améliorer les recettes de la fiscalité ordinaire qui pose aujourd'hui problème.

Quelles sont les nouveautés en termes de fiscalité introduite dans le projet de la loi de Finances 2023?

Le PLF 2023 présente une loi exceptionnelle au même titre que les lois des LF et LFC des années 2020 à 2022 pour apporter des mesures exceptionnelles pour une conjoncture exceptionnelle que traverse l'Algérie et beaucoup d'autres pays suite à une série de crises à savoir, la chute des prix du pétrole et du gaz à partir 2015 et son impact sur les recettes en devises et la fiscalité pétrolière, la crise sanitaire de la Covid-19 et les séquelles qu'elle a causées sur l'économie mondiale, et enfin le conflit en Ukraine qui a mis les économies de

beaucoup de pays à genoux. Donc, en l'absence de toute augmentation ou création de nouveaux impôts et taxes, les plus importantes mesures d'ordre fiscal apportées par le PLF tournent autour de l'encouragement des investissements pour redonner vie à la machine économique, le soutien du pouvoir d'achat des citoyens, et la lutte contre l'informel et la fraude fiscale.

Dans ce sens, le PLF prévoit un assouplissement de l'obligation de réinvestissement des bénéficiaires correspondant aux exonérations IBS et TAP accordées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement par la révision du taux obligatoire de 100% à 30%, rehaussement des dépenses de recherche et développement à déduire dans la comptabilité de l'entreprise de 10% à 30% et de 100.000.000 DA à 200.000.000 DA. Il y a aussi l'allègement de taxes sur les véhicules destinés à assurer le transport de personnels, l'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, sur les bénéfices des coopératives de la pêche et de l'aquaculture et la création d'un régime fiscal simplifié de l'auto-entrepreneur réalisant un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas cinq millions de dinars imposé à l'impôt forfaitaire unique au taux réduit de 5%. Il y a aussi la distinction dans la TVA entre l'activité de promotion immobilière de celle de construction, l'élargissement du régime d'achat en franchise au profit des sous-traitants intervenant dans le secteur des hydrocarbures et élargissement de l'impôt forfaitaire unique aux produits de large consommation, dont les prix sont plafonnés.

Des députés ont soulevé le problème de la faiblesse des recettes fiscales, quels sont les mécanismes à mettre en place pour renforcer le recouvrement ?

Le PLF apporte des mesures relatives à la lutte contre l'informel et la fraude fiscale. On peut citer l'institution d'une amende sur la non disponibilité ou défaut de communication des états de stocks des produits pharmaceutiques, le relèvement du plafond de déductibilité des charges payées en espèces de 300.000 DA à 1.000.000 DA, le contrôle de l'impôt sur la fortune et la prorogation du délai de prescription au titre d'un contrôle fiscal, en cas de force majeure, empêchant la vérification, actualisation des montants des amendes applicables aux impôts indirects.

Toutes ces mesures et tant d'autres entrent dans le cadre de la réforme de la fiscalité ordinaire qui enregistre pour la troisième fois consécutive une baisse du taux de couverture des dépenses de fonctionnement qui sera de 46%. Toutefois, ces mesures qui représentent un maillon de la chaîne des réformes sont encore loin pour atteindre l'objectif économique d'une structure fiscale diversifiée assurant un niveau de couverture minimum de 100%. Notre économie est certes loin des grands risques du déséquilibre structurel, mais avec une aiguille de déficit proche de 6.000 milliards de dinars, il faut passer à la vitesse supérieure de la réforme fiscale.

Que préconisez-vous dans ce cadre ?

Les recettes fiscales ordinaires sont la base et le signe d'une économie forte et diversifiée, et cela nécessite la mise en œuvre de la fiscalité locale pour libérer le Trésor public du fardeau du budget des collectivités locales pour un bon nombre de communes; l'accélération de l'opération de l'inclusion de l'informel qui prive le Trésor d'une fiscalité non recouvrée sur

un marché de plus 80 milliards de dollars; le passage sûr et sans douleur, mais rapide du système de soutien général inéquitable à un système de soutien ponctuel qui cible les nécessiteux à travers le transfert direct basé sur un fichier national avec une actualisation permanente des données via une numérisation liant toutes les structures et institutions qui possèdent l'information; la mise à la disposition de l'administration fiscale de tous les moyens nécessaires avec un management et une gestion basés sur des objectifs. En d'autres termes, avoir les moyens de sa politique, car on ne peut avoir une bonne récolte sans payer le prix de la bonne semence.

Les travailleurs espèrent avoir une réduction maximum de l'IRG pour pouvoir améliorer leur pouvoir d'achat. Est-ce possible ?

Pour réduire l'IRG il faut trouver l'alternative qui peut être l'impôt sur la fortune avec l'élargissement de l'assiette fiscale parce que le gouvernement ne doit pas compter uniquement sur la fiscalité des hydrocarbures, d'autant plus qu'il y a la contrainte budgétaire.



[Le PLF 2023 adopté par l'APN](#)

Finance

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le projet de loi de Finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



[Projet de loi de finances 2023 : Le quitus de l'APN](#)

Comme prévu, les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté ce mardi le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.

[L'Etat ne renoncera pas à l'aide sociale: L'APN adopte la loi de finances 2023](#)

Les députés ont adopté, hier, le projet de loi de finances pour 2023, lequel comporte une série de mesures visant la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et d'autres incitations pour soutenir les secteurs productifs.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

[ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE : Le PLF-2023 approuvé à la majorité](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont adopté hier le projet de Loi de finances pour l'exercice 2023 (PLF 2023), lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, en présence de membres du gouvernement.



[APN : Le projet de loi de Finances 2023 adopté à la majorité des voix](#)

Le projet de loi de Finances pour 2023 a été adopté, ce mardi, à la majorité des voix des 263 députés présents dans l'hémicycle du Palais Zighout Youcef, en sus de 54 procurations. Le projet de texte a été validé, quasiment dans la version préparée par le gouvernement. Les membres de la chambre basse ont introduit cinq amendements dans les articles 7, 9, 14, 20 et 47.



[APN adoption du projet de loi de finances 2023](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



[APN: adoption du projet de loi de Finances 2023](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi de finances (PLF) 2023, lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



[APN : les principales modifications introduites au PLF 2023](#)

Le projet de loi de finances (PLF 2023), adopté mardi par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit une série de modifications outre l'inclusion de nouveaux articles concernant l'investissement et les facilitation fiscales adressées aux entreprises et citoyens.



[Importation de véhicules de -3 ans : jusqu'à 80% d'exonérations des taxes douanières pour l'hybride](#)

Le Projet de loi des finances (PLF) 2023 a été adopté ce mardi après-midi par les députés par l'Assemblée populaire nationale (APN). Selon le vice-président de l'APN, AllelBouteldja, sur les 46 projets d'amendement introduits par les élus, 11 seulement seront soumis pour adoption.



[Le gouvernement défend une loi de finances protectrice et volumineuse : Le budget 2023 adopté à l'Assemblée](#)

L'Assemblée nationale a adopté, hier, l'ensemble du projet de loi de finances 2023 porté par le gouvernement d'Aïmene Benabderrahmane. Le projet de budget devrait être maintenant soumis au Sénat en prévision de son examen.



APN: adoption du projet de loi de finances 2023

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



Projet de loi de finance 2023 Adopté à la majorité par les députés de l'APN

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier à la majorité le projet de Loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres.



Impératif de changer de modèle de développement L'Algérie archétype d'un solide mouvement de renouveau économique

L'Algérie est confrontée aujourd'hui à des défis majeurs pour aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse. Cela passe par la rupture d'avec les anciens modes de planification et le changement du mode de développement économique de manière à pouvoir rattraper la marche du développement économique mondial.



Dépenses de l'Algérie pour 2023: les mises en garde du FMI

La mission du Fonds monétaire international (FMI), qui s'est rendue à Alger du 6 au 21 novembre 2022, vient de rendre public son rapport. Dans un communiqué signé par la responsable de cette mission, Mme Geneviève Verdier, le FMI exprime son inquiétude sur les dépenses prévues pour 2023.



Le PLF 2023 adopté: l'importation de véhicules diesel de moins de 3 ans exclue

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, ce mardi, le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023). Ils ont approuvé, ainsi, les amendements qui ont touché certains articles du texte du projet de loi, notamment ceux relatifs à l'importations de véhicules de moins de 3 ans.



المصادقة على مشروع قانون المالية

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، على مشروع قانون المالية لسنة 2023، خلال جلسة علنية ترأسها إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، وعدد من أعضاء الحكومة.



أهم التعديلات على مشروع قانون المالية 2023

تضمن نص قانون المالية لسنة 2023 الذي صادق عليه اليوم الثلاثاء نواب المجلس الشعبي الوطني، جملة من التعديلات مع إدراج مواد جديدة مست بشكل خاص ميادين الاستثمار والتسهيلات الجبائية للمؤسسات والمواطنين.



قانون المالية 2023: النواب يصادقون على أكبر ميزانية في تاريخ الجزائر

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني يوم الثلاثاء، بالأغلبية، على مشروع قانون المالية 2023، في جلسة عامة، حيث تضمن أكبر ميزانية في تاريخ الجزائر. وتوصف ميزانية 2023، بأنها الأضخم منذ الاستقلال. حيث تصل نفقاتها إلى 13 ألف و786 مليار دينار. موزعة بين نفقات التسيير (9.767 مليار دينار) بارتفاع قدره 27 بالمائة، ونفقات التجهيز (4019 مليار دينار)، بزيادة 2.7 بالمائة.

تنفيذاً لخطة الحكومة في تحصيل 10 مليارات دولار: قائمة بأولويات التصدير خارج المحروقات خلال 2023

تعكف الحكومة ومنظمات أرباب العمل في الجزائر على إعداد خطة لتحقيق رقم صادرات خارج المحروقات، يعادل 10 مليارات دولار خلال سنة 2023، تتضمن 10 أصناف من المنتجات، من خلال تنظيم معارض داخلية للتنسيق بين المصدرين والمشاركة في الصالونات الخارجية للتعريف بالمنتج الجزائري وتأسيس وعقد أكبر عدد من مجالس الأعمال، ضمن برنامج خاص للدبلوماسية الاقتصادية بحثاً عن زبائن جدد للمنتجات الجزائرية، وتنظيم أيام دراسية وندوات تكوينية لتذليل الصعوبات أمام المهتمين بالتصدير.



النواب يصادقون على مشروع قانون المالية

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، بالأغلبية الساحقة على مشروع قانون المالية 2023، اليوم الثلاثاء. عرفت الجلسة التصويت على عديد مقترحات التعديل بشأن مشروع القانون والتي بلغت 32 مقترحاً قدم للجنة المالية في الغرفة السفلى للبرلمان.



نواب المجلس الشعبي الوطني يصوتون على قانون المالية 2023

صوت نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، بالأغلبية، على قانون المالية لسنة 2023. وقبل ذلك، صوت نواب المجلس الشعبي الوطني، على التعديلات التي مست بعض المواد في نص مشروع قانون المالية 2023. وبالنسبة للمواد التي تم التصويت على تعديلها هي كل من 07، 09، 14، 20 و 49. كما تم إلغاء المادتين 57 و 62. ومن بين التعديلات التي قوبلت بالرفض من قبل النواب، التي تتعلق بالسماح للجالية باستيراد السيارات أقل من ثلاث سنوات.

حيث قال النواب في هذا الخصوص أن المستورد يجلب سيارة وعند انتهاء إقامته في الجزائر يعيدها معه.

LE PLF-2023 ADOPTÉ PAR L'APN

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier à la majorité le projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de plusieurs ministres. Le texte de loi de finances 2023, propose une série de mesures tant en matière d'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence. Pour ce qui est du cadrage macroéconomique, le budget 2023 est basé sur un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars et un prix du marché à 70 dollars. Le texte prévoit un taux de croissance de 4,1%, une inflation de 5,1%, des exportations de 46,3 milliards (mds) de dollars, des importations de 36,9 mds USD et des réserves de change de 59,7 mds USD. Les recettes prévisionnelles pour 2023 sont de 7901,9 mds DA (+4), alors que les dépenses sont de 13786,8 mds de DA, dont 9767 mds de DA de dépenses de fonctionnement, soit un déficit budgétaire de 4092,3 mds de DA (-15,9% du PIB). Jeudi dernier, les députés avaient clôturé le débat en plénière autour du PLF 2023, avant d'écouter dimanche les réponses du ministre des Finances aux questions qu'ils avaient soulevées.

GENEVIEVE VERDIER. CHEFFE DE LA DÉLÉGATION DU FMI

«En 2023, la croissance économique devrait s'accélérer en Algérie»

● Les perspectives à court terme de l'économie algérienne ont enregistré une sensible amélioration, en raison notamment de la hausse des prix des hydrocarbures et des efforts de diversification économique, a indiqué lundi la cheffe de la délégation du Fonds monétaire international (FMI) à Alger, Geneviève Verdier.

L'économie algérienne connaît une reprise que nous saluons, après de dures années liées à la crise sanitaire», a souligné Mme Verdier lors d'une conférence de presse au terme de la mission de la délégation qu'elle a dirigée. «Les perspectives à court terme de l'économie algérienne sont favorables», selon la représentante du FMI, expliquant que les recettes exceptionnelles provenant des hydrocarbures ont atténué les pressions sur les finances publiques et extérieures. Ainsi, en 2022, le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait afficher son premier excédent depuis 2013, a encore soutenu Mme Verdier. Selon elle, une hausse significative des exportations hors hydrocarbures a également contribué à cette amélioration. «Nous notons les efforts des autorités algériennes pour favoriser la diversification économique. L'augmentation de la valeur ajoutée dans les exportations hors hydrocarbures est un développement positif. Nous avons aussi noté les mesures du gouvernement visant à dynamiser le secteur privé, notamment à travers la loi sur les investissements», a-t-elle déclaré. «La reprise économique suite au choc de la pandémie se poursuit. La croissance du PIB hors hydrocarbures devrait s'accélérer pour atteindre 3,2% en 2022, contre 2,1% en 2021», selon la cheffe de mission du FMI, ajoutant que les pertes de production dues au choc de la pandémie seront ainsi en grande partie résorbées. La croissance du PIB devrait s'établir à 2,9% en 2022, selon les nouvelles prévisions du FMI. «En 2023, la croissance de-



Geneviève Verdier a mis en avant la résistance du système bancaire face aux chocs de ces dernières années

vrait s'accélérer et l'inflation devrait ralentir, sur fond d'assouplissement de la politique budgétaire», prévoit la mission du FMI. Par ailleurs, la mission a salué les progrès réalisés en matière de réformes budgétaires, en particulier dans les domaines de la fiscalité et de la gestion des finances publiques, tout en recommandant une intégration «plus étroite» entre les plans de dépenses et la stratégie de financement de l'Etat dans le cadre du processus d'élaboration du budget, ainsi qu'une diversification des sources de financement pour permettre une mise en œuvre gra-

duelle du rééquilibrage budgétaire. La révision prochaine de la loi sur la monnaie et le crédit, poursuit la cheffe de mission du FMI, constitue une «opportunité pour renforcer le cadre de gouvernance de la Banque d'Algérie et son indépendance». A cet égard, la mission salue l'engagement du gouvernement à ne pas recourir au financement monétaire, a-t-elle ajouté. De plus, Mme Verdier a mis en avant la «résistance» du système bancaire national face aux chocs répétés de ces dernières années, estimant toutefois que sa santé financière «mérite l'attention». S'agissant des réformes

du climat des affaires en Algérie, la cheffe de mission du FMI a estimé que la nouvelle loi sur l'investissement et les décrets associés pourraient créer «un environnement plus favorable à l'investissement privé». Le déploiement envisagé d'un nouveau cadre législatif pour l'investissement dans les énergies renouvelables pourrait également faciliter la transition vers une économie à faible émission de carbone, affirme-t-elle. «La mission salue les mesures prévues par les autorités pour améliorer la qualité et la disponibilité des données statistiques et appelle à accorder la priorité

aux actions dans ce domaine afin de mieux informer les politiques et les décisions du secteur privé», a-t-elle dit. A noter que la mission du FMI dirigée par Mme Verdier s'est rendue à Alger du 6 au 21 novembre en cours pour les consultations de 2022 au titre de l'article IV avec l'Algérie.

PHOTO : DR

L'économie algérienne a besoin de réformes profondes

À l'issue d'un séjour à Alger du 6 au 21 novembre dans le cadre d'une mission portant consultations au titre de l'article IV avec l'Algérie pour l'année 2022, la mission du FMI a publié un communiqué de presse qui présente ses propres conclusions. Ces dernières n'engagent que la mission du FMI. Les autorités algériennes ne sont pas tenues de les avaliser ni de s'y conformer. Le rapport complet sur l'Algérie sera soumis au Conseil d'administration du FMI pour examen et décision d'ici quelque 30 jours. Sa publication interviendra après. La remontée des prix du pétrole due au choc énergétique déclenché par la guerre en Ukraine et une hausse des exportations hors hydrocarbures (ainsi qu'un contrôle administratif des importations auquel la mission du FMI fait allusion) ont permis à l'Algérie d'enregistrer des recettes importantes. Ces dernières vont permettre de dégager un excédent budgétaire, le premier surplus du compte courant de la balance des paiements depuis 2013 (avant le choc pétrolier de 2014) et une remontée des réserves internationales de change à 53,5 milliards de dollars à fin septembre contre 46,7 milliards de dollars fin 2021. La croissance économique restera toutefois modeste à 2,9% en 2022 en dépit d'une accélération de l'activité hors pétrole à 3,2% en 2022 (contre 2,1% en 2021). Paradoxalement, la mission a revu à la baisse

le taux de croissance de 4,2% annoncé par le FMI, il y a quelques jours. A ce faible taux de croissance qui ne permet qu'un rattrapage partiel de ce qui a été perdu depuis 2020, ajoutons une forte accélération de l'inflation à 9,4%, le niveau le plus élevé en 25 ans. De plus, la mission indique que l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) est également en hausse. La mission souligne en outre que si la Banque centrale a pris certaines mesures pour contrôler les pressions inflationnistes, la politique monétaire est restée accommodante (sans précision). Pour 2023, la mission considère que *«les perspectives à court terme de l'économie algérienne sont favorables mais sont largement tributaires des prix des hydrocarbures»*. Ceci permettra de projeter de nouveau un excédent du compte courant, avec le surplus de recettes en hydrocarbures contrebalançant une reprise des importations. La croissance économique devrait s'accélérer en 2023 et l'inflation devrait ralentir, mais rester au-dessus de 8% en moyenne sur fond d'une politique budgétaire expansionniste. Les recommandations sont la partie la plus cruciale, car elle se focalise sur les politiques et réformes à mener pour renforcer l'économie algérienne. De façon synthétique, la mission recommande les mêmes remèdes, à savoir un renforcement des politiques macroéconomiques (ajustement budgétaire équilibré

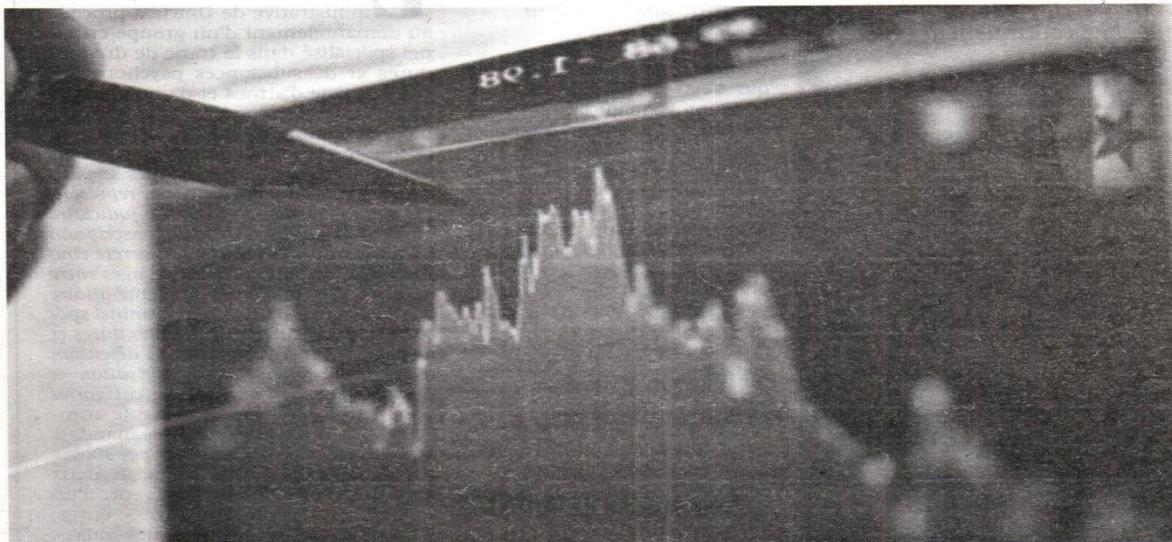
touchant les recettes et les dépenses et resserrement de la politique monétaire afin de maîtriser l'inflation et enrayer les risques d'enracinement d'une inflation élevée ; curieusement aucune mention de la politique des changes) et des réformes structurelles (secteur financier et climat des affaires ; ce qui semble un peu court). Pour les statistiques, la mission prend note des mesures «prévues» par les autorités pour améliorer la qualité et la disponibilité des données statistiques. Un langage très timide sur les statistiques qui font défaut, alors qu'elles sont cruciales pour mener des analyses macroéconomiques solides et articuler des politiques publiques efficaces. Au-delà du langage feutré et des messages incomplets de la mission, il faut comprendre ce qui suit : L'amélioration macroéconomique en 2022 est partielle et reflète essentiellement des facteurs extérieurs et non pas la mise en place d'un plan global et cohérent de refondation de l'économie. Pour 2023, la hausse des prix des hydrocarbures – si elle se matérialise – donnerait de nouveau une marge de manœuvre au pays. Insuffisant pour faire face à une récession imminente ni envisager le moyen terme. L'économie algérienne a besoin cruellement de réformes structurelles en profondeur pour assurer sa diversification et sa résilience. A. B.

^(*) expert

ÉCONOMIE NATIONALE

L'OCDE donne la priorité à la lutte contre l'inflation pour relancer la croissance

● La croissance économique dans le monde ralentit sous l'effet de l'inflation, a constaté hier l'OCDE dans ses dernières prévisions, préconisant une poursuite de la hausse des taux d'intérêt et des aides gouvernementales plus ciblées pour en venir à bout.



Selon ses dernières projections, la hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait atteindre 3,1% cette année, soit à peine plus de la moitié des 5,9% réalisés l'an dernier. La baisse se poursuivra l'an prochain avec une croissance qui plafonnera à 2,2%, avant de remonter à 2,7% en 2024, prédit l'organisation qui a très légèrement relevé sa projection pour 2022 par rapport à septembre, tout en maintenant inchangée celle pour l'an prochain. «La croissance est en berne, l'inflation élevée est persistante, la confiance s'est érodée et l'incertitude est élevée», constate l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), regroupe 38 Etats, les pays développés et certains émergents. «L'économie mondiale subit sa plus grave crise énergétique depuis les années 1970», d'après l'économiste en chef par intérim de l'OCDE, Alvaro Santos Pereira. «Le choc énergétique a amené l'inflation à des niveaux inédits depuis plusieurs décennies et fait baisser la croissance partout à travers le monde», poursuit l'économiste. La hausse des prix devrait atteindre 8% au quatrième trimestre cette année dans les pays du G20, qui regroupe les principales économies de la planète, avant de retomber à 5,5% en 2023 et 2024, selon les projections de l'organisation.

«MEILLEUR CALIBRAGE»

Mathias Cormann estime que la pression inflationniste diminue, tout en appelant les banques centrales à poursuivre fermement leur politique de hausse des taux d'intérêt. «Nous nous attendons à ce que l'inflation diminue progressivement grâce aux effets de politiques monétaires plus restrictives, d'une diminution dans le temps des pressions sur la demande et les prix de l'énergie et d'une normalisation des coûts de transport et des délais de livraison», a-t-il détaillé. Mais il a souligné qu'il y avait toujours une possibilité que «l'activité économique s'affaiblisse encore davantage si les prix de l'énergie montent encore plus ou si des dérèglements affectent les marchés du gaz et de l'électricité en Europe et en Asie». Le secrétaire général de l'OCDE a reconnu que les aides gouvernementales avaient jusqu'ici été utiles pour protéger les ménages et les entreprises, mais a jugé qu'à l'avenir ces aides «devraient être temporaires et mieux ciblées». «Ceci permettrait d'en minimiser le coût budgétaire, de concentrer (les aides) sur les plus vulnérables et de préserver les incitations à réduire la consommation énergétique», a-t-il expliqué. L'OCDE recommande

ce meilleur ciblage des aides notamment à la France et à l'Allemagne. Pour la France, l'OCDE projette une croissance de 2,6% et un ralentissement à 0,6% l'an prochain, contre 1% prédit par le gouvernement et 0,7% par le Fonds monétaire international (FMI). L'économie hexagonale rebondirait ensuite, mais assez faiblement, à 1,2% de croissance en 2024. L'OCDE envisage pour la France un «recul de la confiance des entreprises et des ménages» ainsi qu'un taux de chômage qui grimpera à 8,1% en 2024, éloignant le pays de l'objectif de plein emploi avec un taux à 5% visé par le gouvernement. Pour l'Allemagne, dont la croissance sera limitée à 1,8% cette année avant une récession projetée à 0,3% en 2023, «il est crucial que les mesures de soutien énergétiques mettent en place de fortes incitations à économiser du gaz et ciblent les ménages vulnérables». Au Royaume-Uni, après l'échec retentissant de la politique de baisse d'impôts voulue par l'ancienne Première ministre Liz Truss, l'OCDE appelle le gouvernement de son successeur Rishi Sunak à «assurer que les futurs objectifs budgétaires suivent un processus bien défini et transparent» afin de «réduire les inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette».

COMMENTAIRE

Embellie économique

Par Ali Gouissem

Le Fonds monétaire international vient de rendre public son compte rendu concernant l'économie nationale. «Peut mieux faire encore» serait, en gros, l'évaluation qui se dégage de cette expertise. Il va sans dire que les efforts consentis par les pouvoirs publics dans ce domaine sont fort importants. Ils interviennent dans une conjoncture difficile, caractérisée par une récession internationale. La chute des prix des hydrocarbures aggravée par la crise sanitaire due à la Covid est subitement prolongée par le conflit armé russo-ukrainien. Jamais les relations internationales n'ont été affectées aussi durement. La sphère économique est la plus touchée durant les confinements successifs qui ont figé toute importation ou exportation des biens ou des services. Sur le plan interne des Etats, la production est réduite au strict minimum. C'est dans ce contexte global que la relance économique est amorcée à grande échelle. La nouvelle équipe dirigeante a vite fait de réhabiliter plusieurs projets d'investissement noyés dans les méandres de la bureaucratie et de remettre en marche certaines usines encore viables, mais engluées dans les tracasseries juridiques. L'appel à l'investissement étranger est soutenu par de nouveaux textes avantageux et surtout rassurants. La délocalisation des entreprises européennes éloignées de leurs pays d'origine offre une opportunité aux pays du pourtour méditerranéen de les accueillir sur leur sol. Cet apport, associé à l'investissement local qui bénéficie déjà de l'embellie qui s'installe dans les recettes des hydrocarbures, placera l'Algérie dans le rang des pays émergents. C'est bien l'intention de nos décideurs qui n'ont pas hésité à se projeter dans le groupe des BRICS. Des rencontres annuelles se tiennent depuis 2011 entre cinq pays qui tentent de développer une nouvelle plateforme de coopération avec les pays du Nord. Cet engagement implique la satisfaction de nombreuses conditions liées au niveau de développement de nos entreprises. C'est une réforme structurelle qui doit être entreprise afin de parvenir à une croissance stable et créatrice d'emplois. La diversification économique doit rompre avec la seule rente pétrolière étroitement dépendante de la conjoncture internationale. Il n'en demeure pas moins que l'adhésion de notre pays à cette nouvelle organisation bénéficiera de l'expérience et du savoir-faire de ses membres en avance dans plusieurs domaines industriels et scientifiques. La Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud, entre autres, sont autant de pays à la pointe des technologies modernes. L'autre prémisses de l'éveil de notre économie se concrétise dans la hausse significative des exportations hors hydrocarbures, selon l'avis même des experts du Fonds monétaire international consigné dans leur dernier rapport. La valorisation de l'élément humain libéré de toutes les contraintes bureaucratiques et sectaires donnera du sens et du crédit à la volonté du président de la République d'impliquer la société civile dans les questions d'intérêt national.

IL A PASSÉ EN REVUE L'ENSEMBLE DES SECTEURS

Le CNESE prépare la note de conjoncture trimestrielle

Les travaux de la troisième session de l'assemblée générale ordinaire du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) se sont ouverts, hier mardi à Alger, en présence de plusieurs ministres. Il s'agit notamment des ministres du Commerce, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, des Postes et Télécommunications, de la Solidarité, de l'Agriculture, ainsi que le conseiller du président de la République chargé de l'économie et finances, le président de l'Observatoire national de la société civile, celui du Haut Conseil de la jeunesse, et les représentants des ministères de la Santé, de la Justice et de l'Enseignement supérieur.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - L'ouverture a été marquée par la signature d'une convention de coopération entre le CNESE et le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies. Quant aux travaux de l'AGO, ils ont consisté en la présentation des travaux des commissions des compétences, du capital humain et de la

transformation numérique de la démographie, la commission santé et territoires, la commission des processus démographiques et de la participation citoyenne, la commission de la concurrence, de la régulation et de l'économie mondiale, celle de l'environnement, de la transition énergétique et du développement durable et enfin la commission des Algériens établis à l'étranger.

Il s'agit, selon le président du CNESE, qui s'est exprimé en marge de la session restreinte, de la consultation et de la validation des dossiers avant leur examen par le président de la République et le Premier ministre. C'est ce qu'il appelle «note de conjoncture trimestrielle», qui concerne le 1er trimestre de l'année 2022, rappelant que les dossiers étudiés ont été validés au cours de la session précédente, tenue en mars dernier.

«Les membres du CNESE vont écouter la présentation des travaux des commissions, les discuter et les valider», a expliqué Bouchenak Khelladi Sidi Mohamed. Il s'agit du rapport économique social et environnemental qui doit rendre compte de l'état d'avancement de toutes les structures. Il ajoutera que le CNESE «suit toutes les activités des différents ministères, en fonction des objectifs et des engagements inscrits». «Nous faisons le suivi de l'état d'avancement

de toutes les activités pour rendre compte dans un rapport économique, social et environnemental qui concerne le premier trimestre de l'année 2022», a-t-il précisé.

Au cours du point de presse, le président du CNESE a déclaré aussi que «nous faisons les analyses des politiques publiques et sectorielles», conformément à «ce qui est inscrit dans les engagements du président de la République». La sécurité énergétique et le développement durable de l'Algérie occupent une place prépondérante dans les travaux de l'assemblée, dira-t-il.

Citant aussi le dossier de la sécurité alimentaire par rapport à la conjoncture mondiale, ainsi que la numérisation du secteur de la santé et son état d'avancement, qui est une urgence pour le CNESE, selon Bouchenak. «Quelle est cette plateforme et quelle est sa relation avec tous les secteurs ?» C'est ce que tente d'étudier le CNESE au cours de ces travaux.

Enfin, il évoquera le dossier de la démocratie participative, rappelant que «le CNESE est un médiateur entre le patronat et les syndicats, la société civile et les gouvernants». Et de rappeler l'importance du dossier des associations dans la démocratie participative, et celui des organisations professionnelles dans la croissance économique.

A. B.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2023

Le quitus de l'APN

Comme attendu, le Projet de loi de finances 2023 a été adopté hier par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Le MSP ? Créant la surprise, a voté contre le projet en question.

PAR KAMAL HAMED

Mais bien avant l'adoption du projet de loi, la séance plénière d'hier a été notamment marquée un fait qui a failli contrarier le gouvernement. Il s'agit en effet d'un amendement introduit par le député Farés Rahmani issu de l'émigration.

Ce dernier a présenté un amendement de l'article 66 afin de permettre aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger de pouvoir, à l'instar de tous les algériens, importer eux aussi des voitures de moins de 3 ans. Selon ce député, qui s'est longuement accroché à son amendement en plaidant notamment le droit des émigrés d'avoir les mêmes privilèges que les autres algériens.

Il a aussi estimé que cela entre dans le cadre de l'égalité des algériens devant la loi. Mais le président de la commission des finances ne l'entendait pas de cette oreille en manifestant son opposition à cet amendement.

Dans son intervention, il a défendu le point de vue de la commission qui a rejeté cet amendement. Selon lui, si on permettait cela risque d'être considéré une opération d'exportation.

«*De plus*», a-t-il argué, «*l'Algérie a signé la convention internationale d'Istanbul qui a été promulguée en 1998 par un décret présidentiel portant le numéro 03-98.*» Mais malgré ces arguments le député s'accrochait mordicus à son amendement et ne voulait point faire marche arrière.

Le président de l'APN, Brahim Boughali, a trouvé la parade en proposant la levée de



Ph : Kh. R. Negab

la séance pour consultations. Une interruption qui a duré presque trois quart d'heure durant lesquels les consultations ont permis d'aplanir les divergences puisque, à la reprise de la séance, le député a finalement retiré son amendement.

Un couac qui a failli déteindre sur les travaux et c'est pourquoi le président de l'APN a proposé de régler cette question après l'adoption des autres amendements. Des amendements qui étaient au nombre de 32 présentés par les députés et acceptés par la commission des finances pour être soumis au vote lors de la séance plénière. La plupart de ces amendements ont été rejetés par les députés qui se sont finalement prononcés ; comme il est de coutume, derrière, la position de la commission des finances.

Mais cela dit certains amendements ont eu l'aval des députés comme c'est le cas de l'article 25. Un amendement défendu et présenté par le député Zahir Farés affilié

au mouvement islamiste El Bina. Cet amendement porte sur l'augmentation de la taxe sur les alcools. Mais malgré l'opposition de la commission des finances, qui a exprimé son rejet, l'amendement a été voté par la séance plénière.

Des députés d'autres groupes parlementaires, à l'exemple de ceux du MSP, ont soutenu l'amendement.

Un autre amendement a provoqué le débat. Il s'agit d'un amendement sur l'article 65 qui propose l'approbation d'importer le matériel agricole de moins de 7 ans.

Le député auteur de l'amendement, Abderazak Beziou, a eu gain de cause alors que le projet initial évoquait la période de 5 ans seulement.

Mais il n'a pas eu le soutien s'agissant du matériel relatif aux travaux publics. Le ministre des Finances, s'est félicité de cette adoption de même que le président de l'APN.

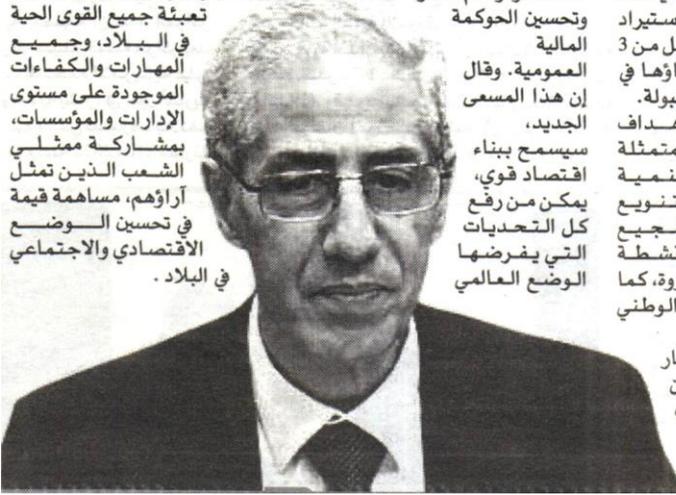
K. H.

ثمن تزكية النواب لمشروع المالية .. كسالي:

الوصول إلى الجزائر الجديدة يتطلب تعبئة القوى الحية

« الحكومة حرصت على تخفيض الرسوم على السيارات المستوردة
مشروع قانون المالية 2023 يحافظ على القدرة الشرائية للمواطنين

الجديد. كما أعتبر أن تجسيد
الجزائر الجديدة يتطلب
تعبئة جميع القوى الحية
في البلاد، وجميع
المهارات والكفاءات
الموجودة على مستوى
الإدارات والمؤسسات،
بمشاركة ممثلي
الشعب الذين تمثل
آراؤهم، مساهمة قيمة
في تحسين الوضع
الاقتصادي والاجتماعي
في البلاد.



في الأجور.
وذكر الوزير في السياق، بتخفيضات
الرسوم المدرجة على استيراد
السيارات السياحية الأقل من 3
سنوات، حتى يكون اقتناؤها في
متناول المواطن وبأسعار مقبولة.
وأبرز بالمقابل، الأهداف
الاقتصادية للمشروع والمتمثلة
خاصة، في إنعاش التنمية
الاقتصادية من خلال تنويع
الاقتصاد الوطني وتشجيع
الاستثمار الخاص والأنشطة
المستحدثة والمنتجة للثروة، كما
يرمي إلى تنويع الاقتصاد الوطني
 وتحسين مناخ الأعمال.
وضمن هذا المنظور، أشار
ممثل الحكومة، إلى أن
مؤسسات الدولة باشرت
إصلاحات اقتصادية
ومالية، قصد تنويع

أكد وزير المالية، إبراهيم
جمال كسالي، أمس، أن
مشروع قانون المالية لسنة
2023، يحمي القدرة الشرائية
للمواطنين من خلال الحفاظ
على الدعم الاجتماعي ورفع
الأجور، كما أنه يلبي مطلب
شرائح واسعة في مجال استيراد
السيارات، الأقل من 3 سنوات
باعتماده رسوما منخفضة.

شريعة عابد

ويعد أن ثمن الوزير، المناقشة
الثرية التي أبان عليها نواب
المجلس الشعبي الوطني، لمشروع
القانون ومصادقتهم عليه بالأغلبية،
قال الوزير كسالي في كلمته الختامية
إن القانون، حرص على حماية
القدرة الشرائية للمواطن والحفاظ
على المكاسب الاجتماعية من خلال
مواصلة الدعم الاجتماعي ورفع

الحكومة تمرر مشروعها في البرلمان بـ"سلام"

معركة ساخنة بين النواب والسبب قانون المالية

• زيادة قياسية في الرسوم على الكحوليات

أقر المجلس الشعبي الوطني، أمس، مضاعفة قيمة الرسوم على استيراد الكحول والخمور والمشروبات الروحية، باستثناء الموجهة للاستعمال الطبي وصناعة مواد التجميل المتضمنة في المادة 33 من قانون المالية 2023 والتي اقترحها نائب حركة البناء الوطني زهير فارس وعبد الوهاب عمران عن جبهة التحرير الوطني.

سنوات ابتداء من أول يناير، تشجيعا للصيرفة الإسلامية. كما ضمت التعديلات استبدال كلمة وطنية بعمومية في الفقرة الأخيرة من المادة 142 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة، حيث تستثنى من إعادة الاستثمار المزايا الجبائية الشركات المنشأة عن طريق الشراكة بين شركات عمومية أو خاصة مع شركات أجنبية عندما يتم احتساب هذه الاعتمادات في السعر النهائي للسلع أو الخدمات المنتجة من طرف هذه الشركات.

وتم تعديل المادة 49 حيث يستفيد من القانون الأساسي للمقاول الذاتي المكلفين بالضريبة الذين يحققون رقم أعمال سنوي لا يتجاوز مبلغ خمسة ملايين دينار، ومراجعة المادة 59 التي تتعلق بتخفيض المساهمة التضامنية للتضامن والتنمية الدوليين إلى 2 في المائة بدلا من نسبة 4 في المائة للصدوق الوطني للتقاعد. وجاء ضمن التعديلات لترخيص بجمرك العتاد الفلاحي الذي يقل عن 7 سنوات بدل 5 أعوام المقترح من قبل الحكومة.

مصادقة بالأغلبية

كما عارضت المجموعة البرلمانية لحركة مجتمع السلم، مشروع القانون، رغم انخراطها في معركة ترجيح الكفة لصالح تعديلات جاءت على وجه الخصوص من جناح أخوة أمس (حركة البناء الوطني). ويررت حمس رفضها للمشروع الذي تم التصديق عليه بالأغلبية بما أسمته "ورود مجموعة من المخالفات القانونية شكلا ومضمونا في عرض المشروع، وغياب الشفافية فيما يتعلق بالميزانية، واعتماد عام بميزانية تقدر بـ5.5 مليار دينار وتضخيم ميزانية التسيير.



النواب يصوتون بالأغلبية على قانون المالية

توقعات بالحفاظ على تطبيق التعديلات المقترحة من قبل القاعة، أو عدم تطبيقها كلية من قبل الحكومة التي ظهر على ممثليها خيبة الأمل من أداء البرلمان.

ومنعت الأغلبية بالمقابل محاولات نواب الهجرة لاعتماد مرونة في تحويل العملة الصعبة إلى أرض الوطن عبر رفع سقف الأموال المتاح إدخالها دون تصريح لـ75000 أورو بدل 1000 أورو حاليا.

وتولت اللجنة تعديل 56 الخاص بحجز المركبات الصالحة لكل الميادين، بإزالة وسم المناطق الجنوبية منها. كما تم إدراج المادة 66 مكرر 2 التي تستهدف وضع حد لظاهرة ترقيم المركبات غير المعروفة سنة سيرها وذلك من خلال التنازل لصالح الإدارات والمؤسسات العمومية عن المركبات محل مصادرة، وذات وضعية جيدة للسير، وتحويل هذه المركبات في حال انتهاء صلاحيتها للاتلاف عبر مؤسسات الاسترجاع ومنع بيعها.

وضمنت التعديلات الأخرى إدراج أرباح الودائع في حسابات الاستثمار المنجزة في إطار العمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية لمدة 5

المؤرخ في 31 ديسمبر 2020، المتعلق بقانون المالية لسنة 2021، على حذف كلمة المعوزين واستخدامهم بالجزائريين.

وأشار البرلماني صاحب التعديل، فارس رحمان، إلى ضرورة استحداث رسم جديد على ما يعادل 20 أورو على عمليات تجديد البطاقة القنصلية يحول لصدوق خاص يتولى العملية للتسجيل بنقل الموتى بدل إبقاء جثمانهم في مصالح حفظ الجثث.

صعوبات في إدارة الجلسة

واضطرت الأغلبية إلى حيلة رفع الجلسة مؤقتا لمنع انتكاسة أخرى خلال جلسة التصويت وممارسة الضغط على النائب فارس رحمان للتخلي عن مقترحه للسماح للمهاجرين باستيراد سيارات أقل من ثلاث سنوات.

واختل مسؤولون برلمانيون بصاحب التعديل لأجل إقناعه بالتراجع عن التعديل وهو ما تم في الأخير بعد أخذ ورد.

ومن المنتظر أن تترك جلسة التصويت على قانون المالية أثارا عميقة على الأجواء في المجلس والعلاقات بين كياناتها السياسية، وتجلي ذلك بكثرة تدخلات رؤساء المجموعات البرلمانية، ووسط

ح. ج. فنتيش

بموجب الزيادات سيفتزر الرسم على الكحول الموجهة لتحضير الخمور مثلا من 2000 دينار لكل 1 هكتولتر إلى 150000 دينار، كما تحدد رخصة المرور للخمور بخمسين ألف دينار للهكتولتر الواحد.

ولدى التصويت على هذا البند، لم ترتفع إلا مجموعة قليلة من الأيدي التي رفض أصحابها التعديل، رغم معارضة اللجنة المالية بالمجلس التي واجهت انتقادات حادة على رفضها. وللمبررات التي جاءت في التقرير التكميلي. ولأمرها أصحاب التعديلات بشدة وخصوصا القول بأن رفع الرسوم على الكحول سيؤدي إلى رفع معدل الإجرام والتوجه لاستهلاك المهلوسات.

ويأمل أصحاب التعديل أن يساهم رفع رسم المرور على الكحول إلى زيادة مداخيل الدولة من الرسوم الجمركية وتغطية النقص الناتج في المواد بفعل التخفيضات على رسم واردات السلع.

وقال مندوب أصحاب التعديل النائب زهير فارس، إن رفع معدل الرسوم "يندرج ضمن مسار التدرج في تحريم الخمور في الجزائر".

لكن هذه الزيادة قد تطرح مشاكل لسمعة البلد وإظهار عودة التيار الإسلامي بقوة لمؤسسات الدولة، إضافة إلى التعقيدات المتعلقة بالتجارة الخارجية، حسبما دار أمس بين النواب في أروقة المجلس الشعبي الوطني.

كما أنتزع النواب تعديلا آخر عبر القاعة يفرض على ميزانية الدولة التكفل بإعادة جثامين الجزائريين المتوفين في الخارج (من المقيمين على التراب الوطني أو المهاجرين)، وفي هذا الصدد، نصت المادة 68 مكررا 1 جديدة تعدل أحكام المادة 165 من قانون 20-16

المالية تعطي الضوء الأخضر
لاستعمال ما تبقى من ميزانية 2021

الترخيص لوزارة التعليم العالي باستغلال الأرصدة المتبقية في صندوق البحث العلمي

الإدارة المركزية، قبل قفل الصندوق والتي تم تحصيلها على مستوى الوكلاء المحاسبين للمؤسسات المعنية بعد تاريخ 21 ديسمبر 2021، وبالتالي استحالة تقديم بطاقات الالتزام للمراقبين الماليين للمؤسسات المعنية بحجة قفل السنة المالية 2021.

وبموجب ذلك، تضيف مراسلة وزارة المالية، وبعد الاجتماع التنسيقي المنعقد بتاريخ 31 أكتوبر 2022 بين مصالح المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، فإن المصالح المختصة لوزارة المالية "لا تبدي أي اعتراض" فيما يخص استعمال الأرصدة المتبقية من التخصيصات الممنوحة بعنوان حساب التخصيص رقم 302-082 الخاص بالصندوق الوطني الخاص للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي من قبل المؤسسات المعنية، والتي كانت محل تكفل من قبل المراقب المالي للإدارة المركزية وأمين الخزانة الرئيسي قبل قفل الصندوق، أي قبل 31 ديسمبر 2021 والتحصيل على مستوى الوكلاء المحاسبين المعنيين بعد تاريخ 31 ديسمبر 2021.

تأتي خطوة المالية لتتنفس مؤسسات البحث العلمي في انتظار الحصول على الإعتمادات المالية لسنة 2023، خاصة بعد التعليمات التي أعطيت حول أهمية الدفع بالبحث العلمي، بالنظر إلى دوره الرئيسي في تطوير قطاع التعليم العالي وتشجيع الباحثين.

رشيدة دبوب

● رخصت المديرية العامة للميزانية بوزارة المالية، لوزارة التعليم العالي والبحث العلمي، باستغلال الأرصدة المتبقية من ميزانية 2021 الخاصة بالتخصيصات الممنوحة للصندوق الوطني الخاص بالبحث العلمي والتطوير التكنولوجي، وهذا بعد أن واجهت هذه الأخيرة صعوبات من قبل المراقبين الماليين في المصادقة على بطاقة الالتزام الخاصة بالاعتمادات المرصودة.

وحسب مراسلة من وزارة المالية لوزارة التعليم العالي صادرة في 17 نوفمبر 2022 بخصوص موضوع "استعمال الأرصدة المتبقية من التخصيصات الممنوحة بعنوان حساب التخصيص رقم 302-082 المعنون الصندوق الوطني الخاص للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي، ردت فيه وزارة المالية على مراسلة سابقة لوزارة التعليم العالي بتاريخ 7 نوفمبر 2022 التي أبلغتهم من خلالها أن بعض مؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي تواجه صعوبات في استغلال الأرصدة المتبقية من التخصيصات الممنوحة بعنوان حساب التخصيص الخاص رقم 302-082 بخصوص "الصندوق الوطني الخاص للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي"، وذلك بسبب رفض بعض المراقبين الماليين المصادقة على بطاقة الالتزام الخاصة بالاعتمادات المرصودة لها، والمصادق عليها من طرف مصالح المراقبة المالية لدى

النواب يمزرون 3 تعديلات ويصادقون بالأغلبية على مشروع المالية

رسوم قياسية على الخمر وتسهيلات للجالية خلال 2023

أسماء بهلولي

السماح باستيراد السيارات الأقل من 5 سنوات.

من جهة أخرى، أثار التعديل رقم 45 للمادة 66 من مشروع قانون المالية لسنة 2023 المتعلقة باستيراد السيارات جدلا كبيرا، بعد أن رفضت لجنة المالية والميزانية في تقريرها التكميلي السماح لأبناء الجالية باستيراد السيارات الأقل من 3 سنوات.

وأصر النواب على تمرير التعديل، ليرد عليهم رئيس لجنة المالية والميزانية لخضر سالمى في تدخله، أن التعديل المطلوب يتعارض مع اتفاقيات اسطنبول التي وقعت عليها الجزائر، كون إدخال سيارة موجهة للاستهلاك الشخصي لغرض التصرف بها أو بيعها من قبل شخص غير مقيم يعتبر بمثابة مباشرة نشاط تصدير.

وتنص: "المادة 66 معدلة على أنه يرخص بجمركة السيارات المستعملة التي تقل عن 3 سنوات من أجل طرحها على الاستهلاك والمستوردة من طرف الأفراد المقيمين مرة كل 3 سنوات والموجهة للاستهلاك الشخصي على حساب عملتهم الخاصة".

وبعد جدل كبير، قرر رئيس المجلس الشعبي الوطني إبراهيم بوغالي رفع الجلسة لمدة نصف ساعة للتشاور، ليقوم بعدها صاحب المقترح بسحب التعديل في آخر لحظة.

تجدر الإشارة أن قانون المالية 2023 يقترح سلسلة من التدابير الرامية لدعم الاستثمار ومواصلة الإصلاح الجياني، في إطار مقارنة جديدة للميزانية تركز حول الأهداف من أجل ضمان أكثر فعالية وشفافية.

وفيما يخص تأطير الاقتصاد الكلي، تم اعتماد في ميزانية 2023 سعر نفط مرجعي بـ60 دولارا للبرميل وسعر سوق بـ70 دولارا.

ويرتقب نص القانون نسبة نمو تقدر بـ4.1 بالمائة ونسبة تضخم قدرها 5.1 بالمائة وصادرات بـ46.3 مليار دولار وواردات بنسبة 36.9 مليار دولار واحتياطيات صرف بنسبة قدرها 59.7 مليار دولار.

أما بخصوص الإيرادات المتوقعة لسنة 2023 فتقدر بـ7901.9 مليار دج في حين تقدر النفقات بـ13786.8 مليار دج منها 9767 مليار دج كنفقات التسيير، أي بمعز ميزانياتي قدره 4092.3 مليار دج (-15.9 بالمائة من الناتج الداخلي الخام).

افتك نواب المجلس الشعبي الوطني بعد أخذ وردّ دام نصف يوم 3 تعديلات على نص مشروع قانون المالية لسنة 2023، تتعلق برفع رسوم الخمر وتسهيلات للسيارات الكهربائية والهجينة ومزايا في نقل جثامين الجالية.

وتوقفت جلسة التصويت على قانون المالية نصف ساعة لمناقشة فحوى المادة التي تتيح للمهاجرين في الخارج استيراد سيارات أقل من 3 سنوات، والتي حظيت برفض اللجنة في الأخير، لتقديرات مالية.

صادق النواب، الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2023 في جلسة دامت لساعات على غير العادة بسبب تمسكهم بتعديلاتهم ودفاعهم المستميت عن المواد المقترحة في نص المشروع، ليتمكن هؤلاء في الأخير من افتكك ثلاثة تعديلات سبق أن رفضتها لجنة المالية في تقريرها التكميلي.

ويتعلق الأمر بنص المادة 25 التي تقترح زيادة في تعريفية رسم المرور على الكحول والمنصوص عليها في المادة 2 من قانون الضرائب غير المباشرة، حيث رفضت اللجنة المقترح بحجة أن الزيادة في تعريفية رسم المرور على الكحول المقترحة معتبرة، وتؤدي إلى تفتشي ظاهرة الإجرام والتوجه نحو استهلاك الهلوسات، غير أن أصحاب التعديل تمسكوا بها ليم في الأخير التصويت عليها بالإجماع.

ومن بين التعديلات المثيرة للجدل المادة 68 مكرر 1، المقترحة من قبل النائب فارس رحمانى، الذي تمسك بضرورة حذف كلمة "المعوزين" من عبارة نقل جثامين أبناء الجالية الجزائرية بالخارج نحو الجزائر، والتي رفضت من قبل اللجنة لكون هذا الانشغال - حسبهم - كان مطروحا منذ سنة 2009، وتم التكفل به عن طريق التأمين، ونظرا لعدة عوامل كوجود الجماعات، وعدم اللجوء إلى هذا التأمين فضلا عن غياب بنوك جزائرية في الخارج فشل هذا النموذج من التأمين، ليتم في الأخير التصويت لصالح المادة.

بالمقابل، حظي ملف السيارات بمناقشة واسعة من قبل النواب الذين تمكنوا من تمرير تعديلات تتعلق بتخفيض الرسوم على السيارات الهجينة والكهربائية، في وقت رفض مقترح

الأمين العام للاتحاد العربي للمناطق الحرة لـ «الشعب»: الربط الجمركي الإلكتروني لتسهيل التجارة البرية

متواضعا جداً، علماً بأن معظم التبادلات التجارية تخص تجارة الخضار والفواكه وبعض المنتجات الصناعية، وعليه وجب تقنياً رفع مختلف المعوقات المعقدة والمعقدة لمختلف القرارات والإجراءات المتخذة لتيسير التبادلات التجارية بين الدول العربية.

ما هي المعوقات التقنية والإدارية التي يجب أن ترفع وتعالج؟

بات من الضروري اليوم رفع مختلف المعوقات التي تتعرض لها التجارة العربية وتجارة الترانزيت البرية، منها على سبيل المثال، الرسوم المحلية المفروضة للمبور وإجراءات ترفيق البضاعة ودعم الوقود، وتأشيرات الدخول لبعض الدول والرسوم المفروضة على تأشيرات السائحين المصحوبة بالتأخير في إصدار تأشيرات المرور، علاوة على اختلاف المواصفات والمقاييس التي تمتددا كل دولة في السماح للبضائع بدخول ترابها وهنا لا بد من تحديد وتوحيد المواصفات العربية التجارية، وكذا تحديد دقيق لقواعد المنشأ والقواعد التفصيلية للمنشأ والتي لم يتم حلها بعد، والتي تعتبر في الأساس لب مشكلة تعطل العمل بقواعد منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى والاتحاد الجمركي العربي.

ما هي سبل تمكين الدول العربية من إنشاء اتحاد جمركي؟

المناطق الحرة العربية تأخذ دوراً كبيراً في تجارة الترانزيت والتجارة البينية بين الدول العربية، إلا أن منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى استثنيت المنتجات الصناعية داخل المناطق الحرة من الإعفاء، على الرغم من أن بعض العديد من المنتجات الصناعية هي مدخلات بحته وبعضها تفوق نسبة إدماجها 40 ٪، وعليه لا بد من إزالة العراقيل وفتح الأسواق العربية للمنتجات العربية والاتفاق على البيان الجمركي الموحد المابر للحدود والربط الإلكتروني بين مختلف مصالح الجمارك العربية لتبادل المعلومات، وهذا يحتاج أساساً إلى العمل الجاد من قبل جامعة الدول العربية، بأن تشكل لجان متخصصة من الخبراء في التجارة والجمارك والقطاع الخاص للوصول إلى إستراتيجية واضحة، وتصور كامل، ووضع كافة الحلول وعرضها على القمة القادمة لإقرارها بشكل فعلي وعملي لتحقيق ميثاق التكامل الاقتصادي العربي والسوق العربية المشتركة، وسيكون هذا نواة لزيادة التجارة البينية العربية .

الاتزام بمضاعفة الجهود لتجسيد مشروع التكامل الاقتصادي العربي وفق رؤية شاملة تكفل الاستغلال الأمثل لمقومات الاقتصادات العربية وللفرص الثمينة التي تتيحها، بهدف التفعيل الكامل لمنطقة التجارة الحرة العربية الكبرى تمهيداً لإقامة الاتحاد الجمركي العربي، كانت إحدى مخرجات القمة العربية 31 التي جاءت في إعلان الجزائر، غير أن هذا الالتزام يستدعي عملاً عربياً حثيثاً في الميدان لتفعيل عملي لدول منطقة التبادل الحر، في هذا الحوار الذي جمعه بجريدة «الشعب»، يفصل محمود قطيشات، الأمين العام للاتحاد العربي للمناطق الحرة، في سبل إعادة بحث التبادلات التجارية البينية بين الدول العربية عملاً بقواعد منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى التي انضمت إليها الجزائر في 2005.

حوار: جمال الدين بوراس

الشعب: التفعيل الكامل لمنطقة التجارة الحرة العربية الكبرى تمهيداً لإقامة الاتحاد الجمركي العربي كان إحدى توصيات القمة العربية 31 التي أقيمت بالجزائر يومي 1 و 2 نوفمبر الماضي، لكن تقنياً كيف يمكن تحقيق ذلك؟

محمود قطيشات: تم الاتفاق على إنشاء منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى في نهاية التسعينات من القرن الماضي، وكان من مبادئ الاتفاق أن يتم تنزيل الرسوم الجمركية على البضائع التي تحمل شهادة منشأ عربي سنوياً بنسبة 10 ٪، إلى حين تصفير التعريفات والرسوم الجمركية تدريجياً، غير أنه وفي اجتماع القمة العربية التي أقيمت في بيروت عام 2005، اتفقت مختلف الأطراف العربية على تصفير التعريفات الجمركية وتحرير التبادلات التجارية بين أعضاء جامعة الدول العربية بالكامل، لكن فقط عندما تكون البضائع العربية المنقولة ذات قيمة مضافة محلية تفوق 40 ٪، وقد كان حجم التجارة البينية العربية قبل تصفير التعريفات ما بين 7 ٪ و 9 ٪ من حجم التجارة العربية الإجمالية، وبعد عملية التصفير ارتفعت النسبة من 10 ٪ إلى 12 ٪، ثم عادت لتتخفف إلى 10 ٪ بسبب الأزمة الصحية الناجمة عن تفشي فيروس كوفيد 19، ويعتبر حجم هذا التجارة

قانون المالية 2023،

التصويت على تعديلات 05 مواد والغاء مادتين

صوت نواب المجلس الشعبي الوطني، أمس الثلاثاء، على التعديلات التي مست بعض المواد في نص مشروع قانون المالية 2023. وخلال جلسة علنية خصصت للتصويت على مشروع قانون المالية 2023، برئاسة رئيس المجلس الشعبي الوطني إبراهيم بوغالي، تم التصويت على التعديلات التي مست كل من المواد 07، 09، 14، 20 و49. كما تم إلغاء المادتين 57 و62. م.خ

تعتبر أكبر ميزانية في تاريخ الجزائر النواب يصادقون على قانون المالية 2023

العمومية. وفي هذا الإطار أبرز الوزير أهمية التحفيزات الجبائية الموجهة للاستثمار وعلى رأسها الإعفاءات لفائدة المؤسسات الناشئة والحاضنات وإعفاء عمليات التصدير التي يقوم بها الأشخاص الطبيعيين من كل الضرائب والرسوم وتأسيس نسبة مخفضة للضريبة على أرباح الشركات بمعدل 10 بالمائة لفائدة الشركات المنتجة التي تقوم باقتناء معدات الإنتاج لزيادة قدراتها في التمويل الذاتي وإلغاء تطبيق الرسم على النشاط المهني على مؤسسات الإنتاج والمهن الحرة وإدراج إعفاءات لدعم النشاط الفلاحي، وبخصوص المعايير المعتمدة لتسجيل المشاريع الاستثمارية لفائدة الولايات أكد الوزير بأنه يجب أن تندرج اقتراحات المشاريع في إطار المخطط الوطني لتهيئة الإقليم والاستراتيجية القطاعية المنتهجة مع السهر على التماسق مع الأولويات الإقليمية التي تميز كل ولاية. وأضاف أن هذه الاقتراحات مرهونة بملف النضج لافتا إلى أن "الأولوية تبقى ممنوحة لاستكمال البرنامج الجاري إنجازه وكذا ترقية الإمكانيات المتاحة". ■ م.ر

■ صادق نواب المجلس الشعبي الوطني أمس الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية 2023 في جلسة عامة ترأسها رئيس المجلس إبراهيم بوغالي حيث تعتبر أكبر ميزانية في تاريخ الجزائر. وتوصف ميزانية 2023 بأنها الأضخم منذ الاستقلال حيث تصل نفقاتها إلى 13 ألف و786 مليار دينار موزعة بين نفقات التسيير (9.767 مليار دينار) بارتفاع قدره 27 بالمائة ونفقات التجهيز (4019 مليار دينار) بزيادة 2.7 بالمائة. وأكد وزير المالية إبراهيم جمال كسالي في عرضه أمام النواب الأحد أن التدابير التي جاء بها مشروع قانون المالية لسنة 2023 ستعطي ديناميكية جديدة للاقتصاد الوطني وتعزز جهود الدولة في مجال السياسة الاجتماعية. كما أوضح كسالي أنه تم التركيز في هذا النص على تعزيز الإجراءات التي أقرتها الحكومة من أجل ضمان تشجيع ودعم الاستثمار لتتوسع النشاط الاقتصادي والحفاظ على المكاسب الاجتماعية وتحسين القدرة الشرائية واحتواء التضخم واسترجاع التوازنات المالية الداخلية والتمويل الداخلي للاقتصاد مع مواصلة رقمنة قطاع المالية وتحسين الخدمة

سجل تحفيزات للمستثمرين وتدابير لدعم القدرة الشرائية ..

المصادقة على مشروع قانون المالية 2023

اعتماد 60 دولارا سعرا مرجعيا
توقعات بارتفاع نسبة النمو إلى غاية 2025
لا سيارات ديزال لأقل من ثلاث سنوات

صوت نواب المجلس الشعبي الوطني، مساء أمس، بالأغلبية لصالح مشروع قانون المالية لسنة 2023، وصادق نواب الغرفة التشريعية السفلى للبرلمان على التعديلات الواردة في التقرير التكميلي لمشروع قانون المالية لسنة 2023 الذي أعدته اللجنة المختصة.

الاستراتيجية وذات الضرورة القصوى، لافتا أنه تم في 2022 "رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 110 مليار دج موجه إلى 217 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة".

وأقرت لجنة المالية عدة تعديلات على غرار الترخيص باستيراد خطوط الإنتاج والعتاد الفلاحي المستعمل الذي يقل عمره عن 7 سنوات بدلا من 5 سنوات، مبررة ذلك بكون العتاد يعمل بنظام الساعات، وبالتالي لا يمكن القول إنه عتاد قديم ولا يصلح.

واستدرت اللجنة قضية غلق الصناديق الخاصة من خلال استثناء الصندوق الخاص بمرضى السرطان والاستعدادات، وذلك بتمديد فترة الغلق إلى السنة المقبلة، ويررت اللجنة ذلك بالظروف الصعبة التي يعاني منها المرضى والمصابون بهذا المرض الخبيث، ومعلوم أن مخطط عمل الحكومة سبق أن شدد على ضرورة غلق كافة الصناديق الخاصة، كما لم تكف اللجنة فقط بتمديد فترة الغلق، بل رفعت توصيات للتكفل بالمرضى، حسب المتحدث.

بالمقابل، شهدت الجلسة المخصصة لإعداد التقرير التكميلي مناقشات واسعة حول ملف السيارات، لا سيما المادة 66، حيث تم السماح فقط باستيراد المركبات الأقل من 3 سنوات المجهزة "بمحرك بنزين، كهربي، هيدروجيني، هجين، بنزين" أو غاز البترول المميع أو الطبيعي المضغوط.

كما تبنت اللجنة تعديلات خاصة تضم تخفيضات من مجموع الحقوق الجمركية والرسوم على السيارات المستوردة الكهربائية بـ 80 بالمائة، البنزين بـ 20 بالمائة، هجين بنزين كهربي بـ 50 بالمائة. بالمقابل، رفضت اللجنة، تبني مقترح السماح لأبناء الجالية باستيراد السيارات الأقل من 3 سنوات بحجة أنها تتعارض مع نص المادة الدستورية 147.



أعمر باي

ويتوقع تسجيل نسبة نمو بـ 4.1 بالمائة برسم السنة المقبلة و 4.4 بالمائة في 2024 ثم 4.6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبيه استقرار في 2023 و 2025. ويرتقب أن يسجل قطاع الفلاحة نموا بـ 6.9 بالمائة في 2023 و 5.5 بالمائة في 2024 و 5.7 في 2025 والصناعة سينمو بـ 8.5 بالمائة في 2023 ثم 9.6 و 9.3 بالمائة في 2025، فيما يرتقب أن يحقق قطاع البناء والأشغال العمومية نموا بـ 5.6 و 3.9 لتنتقل النسبة إلى 4.5 بالمائة سنة 2025.

ويعد أن أكد أن مشروع القانون "يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائما على أساس ميزانية البرامج والأهداف"، ذكر وزير المالية أن الدولة واصلت "برغم السياق الدولي الصعب عملية الإنعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل".

وتابع بالقول إن سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية، والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور ورفع منحة البطالة، علاوة على تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص و تعزيزه لضمان النمو الشامل".

وقد أعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط بـ 60 دولارا للفترة ما بين 2023 و 2025 ومعدل نمو عند 4.1 بالمائة سنة 2023 و بـ 4.4 بالمائة في 2024 ومستوى التضخم بـ 5.1 بالمائة في 2023 ثم 4.5 بالمائة في 2024 و 4.0 في 2025، وفق بيانات الوزير.

أما بخصوص الإيرادات الإجمالية للميزانية للسنة المقبلة، فسترتفع إلى 7901 مليار

المركزية (55+23 بالمائة مقارنة بـ 2022)، ويفسر هذا الارتفاع أساسا بارتفاع الأثر المالي الناتج عن التكفل بتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب، ونظم أجور الموظفين الذي أدرج في أبريل 2022 وكذا عن التكفل بالأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني وتحويل عقود نشاطات الإدماج الاجتماعي إلى عقود غير محددة المدة.

ويتوقع أن تصل خلال العام الداخل إلى 4629 مليار دج وهو ما يمثل 47.39 بالمائة من ميزانية التسيير فيما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة إلى 1927.20 مليار دج (+ 67.40 بالمائة مقارنة بـ 2022) ستوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن و الزيادة في الاعتمادات المخصصة للتأمين على البطالة وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحبوب.

وقدرت ميزانية التجهيز 4019.28 مليار دج أن الأمر سيتعلق أساسا في 2023 بإتمام المشاريع قيد الإنجاز وتسجيل المشاريع

دج، بينما ستصل النفقات إلى 13786.8 مليار دج موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 9767.6 مليار دج (+9.26 بالمائة) مع ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز إلى 4019.28 مليار دج (+27 بالمائة) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

وعلى هذا الأساس، سينتقل عجز الميزانية من 4092.3 مليار دج (-15.99 من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022 إلى عجز متوسط قيمته 5720.0 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-6.20 من الناتج الداخلي الخام).

كما سينتقل العجز الإجمالي للخزينة من 4950 مليار دج (-19.2 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) حسب توقعات الإغلاق لـ 2022 إلى عجز متوسط قيمته 6586 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-7.23 بالمائة من الناتج الداخلي الخام).

فيخصوص توزيع ميزانية التسيير، ينص مشروع القانون على تخصيص 3037.41 مليار دج للتكفل بنفقات رفع أجور الموظفين التسابعين للإدارة المركزية والخدمات



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger